

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 25 MAI 1932.

Rapport de la Commission des Finances, chargée de l'examen du Budget des Recettes et des Dépenses non permanentes afférentes aux réparations des Dommages de Guerre, pour l'exercice 1932.

(Voir les n^{os} 4-XVI, 11, 31 et les *Annales Parlementaires de la Chambre des Représentants*, séances des 2, 3, 4, 9 et 16 décembre 1931; le n° 5-XVI du Sénat.)

Présents : MM. baron de MÉVIUS, président; BARNICH, le comte DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, DE CLERCQ (Joseph), FRANÇOIS, LABOULLE, MOYER-SOEN, RONVAUX et VAN OVERBERGH, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le budget des réparations des dommages de guerre comprend deux titres : celui des recettes, évaluées à 762,405,000 francs et celui des dépenses, évaluées à 1,029,016,930 francs.

I. — LES RECETTES.

Sur les recettes plane une menace : la carence de l'Allemagne, à partir du 1^{er} juillet prochain; cette date fixe la fin du moratoire Hoover. Avant la clôture de la Conférence de Lausanne, qui doit se tenir en juin, on ne saura à quoi s'en tenir.

L'année du moratoire Hoover a creusé, dans notre budget, un trou de 430 millions.

Au cours des débats récents sur l'équilibre budgétaire, le Gouvernement estima qu'il faudrait au moins 450 millions de nouveaux impôts pour faire face à la carence de l'Allemagne en 1932. Ce chiffre n'a qu'une valeur d'indication. Qui peut affirmer, en effet, que Lausanne prolongera le moratoire Hoover? Si les États-Unis refusent, que nous coûtera le moratoire Young?

Ce qui reste certain c'est que, dans cette conférence de Lausanne comme dans les conférences internationales antérieures, la Belgique aura le droit et le devoir de se présenter avec son titre spécial aux réparations et avec sa note de dommages de guerre de 37 milliards, non payés jusqu'ici et sur lesquels elle a déjà consenti des rabattements considérables « en vue d'un règlement complet et définitif » du plan Young.

1. *Le titre spécial de la Belgique.* — Aucun des alliés de la grande guerre n'a jamais contesté le droit aux réparations de la Belgique, envahie malgré les traités et abominablement dévastée. Le Traité de Versailles le reconnaît.

Avant le Traité de Versailles, l'Allemagne n'a cessé de reconnaître le droit spécial de la Belgique. Avant et après la guerre, elle l'a proclamé spontanément et sans y être contrainte d'aucune manière.

Le 4 août 1914, le Gouvernement allemand, par l'organe de son chef, le chancelier M. Bethman-Hollweg, le déclare formellement aux applaudissements unanimes du Reichstag : « Nécessité ne connaît pas de loi. Nos troupes ont occupé le Luxembourg et peut-être déjà la Belgique. *Cela est contraire au droit des gens...* C'est ainsi que nous avons dû passer outre aux protestations *justifiées* du Luxembourg et de la Belgique. *Nous réparerons ce tort* dès que notre but sera atteint. »

Après la guerre, l'Allemagne renouvelle spontanément sa volonté de réparer, avant tous autres, les dommages de la Belgique. Le 7 mai 1919, à Versailles, au cours de la cérémonie solennelle de la remise du Traité de Paix aux plénipotentiaires allemands, le chef de la délégation allemande, le comte de Brockdorff-Rantzau déclare : « L'opinion publique dans tous les pays se plaint des atrocités que l'Allemagne a commises au cours de la guerre. Nous sommes prêts à avouer le tort que nous avons fait. Nous ne sommes pas venus ici pour amoindrir les responsabilités des hommes qui ont fait la guerre politiquement et économiquement, ni pour nier les crimes commis contre le droit des peuples. Nous répétons la déclaration faite au commencement de la guerre au Reichstag allemand : *On a fait tort à la Belgique et nous voulons le réparer* ».

Et plus loin, dans le même discours : « Vous nous trouverez prêts à examiner la paix préliminaire que vous nous proposez avec l'intention de reconstituer avec vous ce qui a été détruit, *de réparer en premier lieu le tort fait à la Belgique.* »

Les Accords Dawes et Young n'ont pas porté atteinte au caractère privilégié de nos dommages de guerre, que l'Allemagne a reconnu. Si, à Lausanne ou ailleurs, il était question d'une nouvelle espèce d'accord, ce caractère spécial de notre créance devrait être rappelé afin de sauvegarder notre droit.

2. *L'évaluation de nos dommages non réparés.* — A diverses reprises, la Commission des finances du Sénat a manifesté le désir de connaître non seulement ce que nous avons déjà dépensé pour nos réparations, et ce que l'Allemagne nous avait payé, mais ce qui nous resterait à recevoir en toute équité, si l'Accord Young ne nous avait imposé ses limitations. Il n'a jamais été possible d'obtenir une réponse officielle précise. Il faut reconnaître que la question est complexe et difficile.

Cependant, en présence des affirmations, manifestement erronées et tendancieuses de la propagande allemande, à la veille de la Conférence de Lausanne, nous nous sommes livrés à un examen approfondi et voici les résultats de cette étude :

A la fin de l'année 1931, la Belgique avait reçu de l'Allemagne, déduction faite des frais d'occupation sur le Rhin, 13 milliards 166,549,000 francs (chiffres budgétaires).

Elle avait, d'autre part, dépensé, à la même date pour ses réparations, la somme de 23,226,119,000 francs (chiffres budgétaires).

L'excédent des dépenses est donc de 10,059,570,000 francs.

A combien s'élèvent les dommages restant à réparer? A 14,274,193,000 francs.

De sorte que, pour couvrir la Belgique des sommes dépensées en capital

et de celles restant à dépenser, au titre des Réparations, l'Allemagne doit lui verser encore 24,333,763,000 francs.

A quoi il faut ajouter, en toute justice, le compte des intérêts. La Belgique, en effet, a dû contracter des emprunts pour couvrir, d'année en année, l'excédent de ses dépenses Réparations sur ses recettes au même titre. De ce chef, il faut donc ajouter :

1^o Les intérêts échus au 31 décembre 1931, soit 6,196,547,000 francs;

2^o Les intérêts à échoir dans l'avenir, ramenés à la valeur actuelle au 31 décembre 1931, soit 6,819,730,000 francs.

La somme totale due encore par l'Allemagne au 31 décembre 1931, s'élève donc à 37,350,000,000 de francs.

3. *Le capital des dommages encore à réparer.* — Ce capital, évalué ci-dessus à 14 milliards 274,193,000 francs se divise ainsi :

1^o Dommages aux biens : particuliers, provinces, communes, 315 millions; État, 70 millions; frais généraux de la restauration, 35 millions. L'évaluation des dommages aux biens restant à réparer est donc de 420 millions.

2^o Dommages financiers des communes : 327,193,000 francs (quotité d'amortissement comprise dans les annuités restant à payer).

3^o Dommages aux personnes. Capitalisation au taux d'intérêt de 5 p. c. des pensions, rentes et allocations payées aux victimes militaires et civiles (Traité de Versailles) : 13,487,000,000 de francs. Frais d'administration, 40 millions. Total de l'évaluation des dommages aux personnes, restant à réparer : 13,527,000,000 de francs.

Ces chiffres démontrent, mieux que toutes les considérations, l'immense intérêt que la Belgique devra défendre à la Conférence internationale de Lausanne, si on réforme le Plan Young. Aucun de nos anciens alliés, la France exceptée, n'a un intérêt comparable au nôtre. Aucun pays n'a un titre de créance aussi privilégié que la Belgique, de l'aveu spontané et répété de l'Allemagne débitrice elle-même.

II. LES DÉPENSES.

Les dépenses comportent deux postes de très inégale importance : Dette publique, 918,700,000 francs et Ministère des finances, 110,316,930 francs.

1. *Dette publique.* — Dotation extraordinaire à verser à la Caisse nationale des pensions de la guerre.

Les prévisions des sommes à liquider par la Caisse nationale des pensions de guerre, en 1932, s'élèvent à 918,700,000 francs.

A part 132,500,000 francs, qui concernent les rentes pour chevrons de front (127 millions) et les rentes dans les Ordres nationaux (5.5 millions), la presque totalité du crédit, soit 786,200,000 francs sont affectés aux dommages de guerre aux personnes, en vertu du Traité de Versailles.

Faut-il rappeler que le versement annuel du Plan Young, même si aucun moratoire ne joue, est insuffisant pour payer les seuls dommages aux personnes?

Dans sa note à l'appui des prévisions de dépenses, le Gouvernement déclare : « Il a été supposé que l'augmentation résultant des pensions nouvelles sera compensée par la diminution de la partie mobile envisagée. »

A une demande d'explications de la Commission, il a été répondu en substance : « Les militaires sont orcloes depuis le 1^{er} janvier 1929 pour faire valoir leurs droits à une pension d'invalidité, si ce n'est dans des cas exceptionnels. Les nouvelles pensions de l'espèce ne peuvent donc plus être nombreuses dorénavant. »

Il en est de même pour les pensions des victimes civiles (article 9 de la coordination du 19 août 1921.)

Par contre, les avantages nouveaux attribués aux divers ayants-droit des victimes, militaires ou civiles, de la guerre, font que les demandes restent nombreuses par le fait que l'ouverture du droit à ces avantages procède du décès de l'invalidé. Mais ces avantages nouveaux sont compensés partiellement par l'extinction d'avantages anciens, surtout en tant que ces derniers sont dévolus à des ascendants ou à des descendants.

Dans ces conditions, il est permis d'escompter que, pour l'ensemble, la réduction du nombre des tranches mobiles compensera la surcharge pouvant résulter des avantages nouveaux, abstraction faite des majorations pour cause d'aggravation. L'index, en effet, accuse une baisse persistante du coût de la vie. Le nombre des tranches de partie mobile a été de dix-sept pour le premier trimestre, ce qui est conforme aux prévisions. Il a été de seize pour le deuxième trimestre, soit une unité en moins que les prévisions. Il sera peut-être de quinze pour le troisième. Il n'est pas exclu qu'il pourrait être de quatorze au dernier trimestre 1932.

« Il n'est pas possible de justifier numériquement la décomposition du crédit qui est destiné à couvrir la dépense des pensions de guerre. La documentation détaillée fait encore défaut à l'heure actuelle. La tenue d'une statistique rationnelle n'a pu être organisée en présence de la fréquence des changements législatifs, de l'accumulation des demandes et de l'importance des arriérés. Au surplus, les facteurs dont il faut tenir compte échappent à toute prévision. Pour la partie fixe, il y a les aggravations d'invalidité, les décès et surtout le fait que la disparition de l'invalidé se traduit plus souvent par un changement de la dépense que par son extinction. Pour la partie mobile, il y a, en plus, les variations des nombres indices. »

QUESTION. — Quelle suite a été donnée au rapport Francqui, notamment pour réprimer les abus? Quelle a été la mission de la Commission instituée à cet effet? Quelle a été l'activité de cette Commission jusqu'au 1^{er} avril 1932?

RÉPONSE. — La Commission chargée de rechercher des allègements d'ordre budgétaire dans le domaine des pensions a terminé ses travaux. Elle a soumis une série d'amendements à la loi, qui lui paraissaient mériter, à des degrés divers, de retenir l'attention du Gouvernement.

Les suggestions n'ont pas été suivies; la plupart d'entre elles étaient, d'ailleurs, accompagnées de réserves en droit et en équité.

Le Gouvernement n'a retenu que le problème de l'existence possible d'abus. Il a mis à l'étude l'institution d'un comité de techniciens et de représentants des groupes intéressés qui étudierait la situation et ferait rapport.

2. *Restitutions.* — (art. 2, § 1) Crédit voté pour 1931, 5 millions. Crédit pour 1932, 1 million. Diminution 4 millions.

Cet article a figuré, pour la première fois, au budget extraordinaire de 1925. Antérieurement, ces restitutions étaient imputées sur le budget des non-valeurs et remboursements.

L'Administration des Domaines encaisse, chaque année, des sommes importantes portées en compte à titre de recettes non-permanentes du chef d'indemnités pour dommages de guerre payées indûment ou de prix de vente de matériel cédé par équivalence aux sinistrés et à valoir sur les indemnités leur revenant. Ces recettes sont inscrites au budget de 1932 pour une somme de 13.5 millions. Certaines de ces sommes sont recouvrées directement par les receveurs des domaines; d'autres leur sont versées par l'Office des dommages de guerre.

Or, il arrive que des erreurs sont commises; par exemple, que l'Office verse deux fois la même somme aux receveurs, qu'il retient sur les indemnités revenant aux sinistrés comme prix des cessions par équivalence des sommes déjà recouvrées par les comptables.

Des restitutions ont dû être également opérées en matière de butins de guerre.

Diverses actions, du reste, ont été intentées à l'État par des personnes ou des organismes qui se prétendent propriétaires de matériel vendu comme butin de guerre et il est à prévoir que le Trésor aura à payer certaines sommes de ce chef, au cours de l'année 1932.

Dans ces conditions, le crédit prévu se justifie. Il ne pourra être supprimé, assure l'Administration, que lorsque les procès en cours seront terminés et que la liquidation des dommages de guerre se trouvera clôturée.

3. *Réparations en nature.* — Le Service belge des Réparations a été transféré, par arrêté royal du 12 octobre 1927, de l'Administration des Domaines à celle de la Trésorerie. Ce Service avait été antérieurement rattaché au Ministère des Affaires économiques, puis au Ministère des Affaires étrangères.

A l'Administration de la Trésorerie, ce service a pour attributions les opérations financières relatives à l'exécution du règlement des prestations en nature.

On sait que, depuis la mise en vigueur du Plan Dawes, auquel succéda le 1^{er} septembre 1929, le plan Young, les livraisons en nature ne sont plus, au sens strict, des fournitures de l'Allemagne au profit de la Belgique. Les acheteurs belges qui contractent avec des fournisseurs allemands, sous certaines conditions formant l'objet du règlement sur les prestations en nature, soumettent le contrat à l'homologation d'un délégué de chacun des deux pays; le prix est dès lors payable en compte Réparations : la créance du fournisseur allemand lui est payée, dans ce cas, suivant les conditions du contrat homologué, au moyen de chèques émis par le Service belge des Réparations, sur les crédits de prestations en nature, qui sont alimentés par le Gouvernement allemand, à la Banque des Règlements internationaux et sont utilisables seulement à cette fin.

Le Service des Réparations reçoit par contre le prix payé par l'acheteur belge, soit avec un délai de trois à six mois, soit sous déduction d'une bonification que justifient non seulement la préférence donnée au règlement en Compte-Réparations, mais aussi les formalités et frais supplémentaires, qui en résultent pour les intéressés.

L'activité du Service est donc en fonction du chiffre des crédits alloués à la Belgique pour les livraisons en nature de l'Allemagne.

Ces crédits, extrêmement variables et gérés par l'Agent général des Paiements sous le régime du Plan Dawes, avaient été consolidés par le Plan Young. Ils font l'objet d'un tableau indiquant la répartition des prestations en nature envers les puissances créancières qui figure au *Document* 75 du Sénat contenant le projet de loi relatif aux Accords signés à la Haye, le 20 janvier 1930.

Ils étaient fixés ainsi : Période transitoire (du 1^{er} septembre 1929 au 1^{er} mars 1930), 208 millions. Première année (1930-1931), 286 millions. Deuxième année (1931-1932), 267 millions. Et ainsi de suite jusqu'en 1939.

Les recettes extraordinaires provenant de livraisons en nature ont été : en 1928, 713 millions; en 1929, 579 millions; en 1930, 364 millions; en 1931, 137 millions seulement, à laquelle il y a lieu d'ajouter les restants à recouvrer à charge d'administrations publiques, 5 millions. Pour les trois premiers mois de 1932, 6,500,000 francs.

La suspension des crédits de l'Allemagne pour le paiement des livraisons en nature, conséquences du Moratoire Hoover, qui a pris cours le 1^{er} juillet 1931, explique la diminution de recettes.

Le solde existant au 1^{er} juillet 1931, 4 millions de R.M. fut utilisé au règlement de quelques contrats intéressant les Administrations publiques. Au 31 décembre 1931, il n'était plus que de 900,000 R. M. et, au 15 avril, il n'est plus que de 4,000 R. M.

Les crédits inscrits au Budget pour le fonctionnement de cet organisme sont limités à la rémunération du personnel et aux dépenses de matériel. Ces crédits représentent, en bloc : 234,000 francs en 1928; 221,000 francs en 1929; 217,000 fr. en 1930; 218,000 francs en 1931; et 175,000 francs en 1932.

On ne peut prévoir l'avenir; en effet, les opérations éventuelles sont liées aux décisions que prendra la Conférence de Lausanne.

4. *Récupération du butin de guerre.* — La Commission a demandé des renseignements concernant la liquidation générale du butin de guerre depuis l'origine. Le Gouvernement les a fournis. Les voici en résumé :

La récupération du butin de guerre a valu au Trésor les recettes suivantes : en 1919, 65 millions; en 1920, 98 millions; en 1921, 44 millions; en 1922, 22 millions; en 1923, 10 millions; en 1924, 7 millions; en 1925, 6 millions; en 1926, 8 millions; en 1927, 22 millions; en 1928, 9 millions; en 1929, 8 millions; en 1930, 8 millions; en 1931, 4 millions.

Au total : 317.555,707 francs.

Tout ce qui, parmi le butin de guerre, put être identifié par les anciens propriétaires, leur fut restitué, s'ils en avaient exprimé le désir. Il en fut ainsi notamment du bois abattu et laissé sur coupe dans les forêts et aussi des nombreuses machines que les Allemands n'avaient fait que déplacer. Les restitutions opérées par application de cette règle se sont élevées à plus de 60 millions; cette somme n'est pas comprise dans les 317 millions.

Pour activer la restauration du pays, on décida de restituer par équivalence tout ce qui, parmi le matériel récupéré, pouvait convenir à ceux qui avaient subi des dommages de guerre. La valeur de ce matériel s'est élevée à plusieurs dizaines de millions, qui ne sont compris dans les 317 millions que dans la mesure où l'Office de liquidation des dommages de guerre, sur les crédits duquel le Domaine doit être payé, a procédé à la régularisation de ses écritures.

Les services publics de l'État ont été encouragés à s'approvisionner autant que possible du matériel qui leur convenait. Pour satisfaire à la loi sur la compta-

bilité de l'État, les services publics ont dû verser, au Domaine, la valeur du matériel remis.

Seul le matériel non compris dans les trois catégories qui précèdent a été vendu à des particuliers, tantôt contre argent comptant, tantôt à valoir sur les indemnités revenant aux acquéreurs du chef de dommages de guerre. Le Domaine a exigé un certain supplément de prix, des sinistrés bénéficiant de délais. Il reste des avances nombreuses à régulariser par le service des dommages de guerre.

En règle générale, les ventes ont été faites par adjudication publique, à l'intervention des fonctionnaires des Domaines. Les exceptions furent commandées par l'intérêt de l'État. Il en a été ainsi, par exemple, pour l'aliénation des innombrables obus que le Domaine a réalisés en s'abouchant directement avec les consommateurs, les grosses usines métallurgiques, désireuses d'adhérer au Contrat; de cette manière, déclare l'Administration, l'État a bénéficié d'un prix très rémunérateur, auquel les acheteurs n'avaient pas à ajouter des commissions ou autres bénéfices d'intermédiaires.

Jusqu'en 1924, année où furent dissous les trois services provinciaux spéciaux et la Commission centrale, les dépenses des récupérations se sont élevées à 42,300,000 francs. Depuis 1924, c'est-à-dire depuis que le service a été confié au Domaine, il a été dépensé : en 1925, 490,520 francs; en 1926, 174,507 francs; en 1927, 185,809 francs; en 1928, 1,862,000 francs; en 1929, 191,925 francs; en 1930, 267,027 francs; en 1931, 121,540 francs.

Au total : 3,294,210 francs.

Total complet : 45,637,605 francs.

Depuis 1930, une somme de 300,000 francs est portée annuellement au budget pour les dépenses de la récupération. En fait, ainsi qu'on vient de le constater, cette somme n'a pas été utilisée entièrement. A une observation du rapporteur de la Commission, l'Administration a répondu : « Il est indispensable, si l'on veut éviter la nécessité des crédits supplémentaires, de maintenir les prévisions à cause de l'aléa de certains procès en dommages-intérêts qui nous sont intentés et de certaines restitutions qui peuvent nous être imposées. »

5. *Office de la liquidation des dommages de guerre.* — Le crédit de l'an dernier a été réduit de 3,715,000 francs par suite de la réduction du personnel et de la suppression de certaines subventions.

a) *Dommages payés en 1931.* — Pour 1931, le montant des liquidations effectuées par l'Office aux biens des particuliers, des provinces et des communes, s'élève à 222,500,000 francs.

Pour les victimes civiles, il a été payé, directement par l'Office, à titre d'indemnités pour frais médicaux, pharmaceutiques et suralimentation, 275,127 fr.; à l'intervention de la Caisse nationale des pensions de guerre, du chef d'indemnités accordées pour incapacité de travail, pensions de veuves, d'orphelins, d'ascendants, 122,294,217 francs.

b) *Demandes, jugements et transactions.* — Au 31 janvier 1932, les juridictions de dommages de guerre avaient rendu, en matière de dommages aux biens, 429,991 jugements. On avait conclu 502,139 transactions.

Pour les victimes civiles, 333,405.

Sur un nombre total de 1,381,422 demandes introduites depuis le début, pour les dommages aux biens, il ne reste plus à statuer que sur 2,860 affaires,

dont un certain nombre resteront forcément sans solution. Etant donné l'avancement des travaux pour cette catégorie de dommages, il semble que rien ne s'opposera plus au transfert prochain des attributions des juridictions de dommages de guerre aux juridictions civiles.

Quant aux dommages aux personnes, 1,500 affaires sont en instance devant les tribunaux et 1,500 environ restent à instruire. Toutefois, il y a lieu de remarquer que des demandes nouvelles continueront à être déposées notamment en cas de décès, par les veuves, les ascendants et les descendants de victimes civiles; de même que des demandes en révision dans le délai prévu par la loi après le prononcé du jugement. Pour statuer sur ces affaires, ne conviendrait-il pas d'instituer des commissions civiles d'invalidité, analogues à celles qui fonctionnent au Département de la Défense Nationale pour les anciens combattants?

c) *Communes adoptées* (art. 16). — Au cours de la période d'adoption des communes, l'État a consenti à celles-ci des avances remboursables. 242 communes en ont bénéficié pour un total de 20 millions.

L'État a accepté le remboursement par annuités. Actuellement, il ne reste que 32 dossiers à régulariser.

d) *L'effort de l'Etat*. — Pour encourager l'œuvre de la reconstruction économique après l'armistice, l'État a entamé lui-même, aux endroits les plus ravagés, des travaux de reconstruction. C'est ainsi qu'il réédifia directement 237 églises, 140 maisons communales, 390 bâtiments scolaires, 410 immeubles occupés par le personnel enseignant et hospitalier et 20,000 habitations appartenant à des particuliers; l'État a construit, en outre, diverses cités ouvrières comprenant 1,240 maisons.

Le Fonds du Roi Albert a construit, au cours de la période critique, 12,000 habitations provisoires, qui ont coûté 72,500,000 francs.

Enfin, l'État a consenti à 24,000 sinistrés de larges avances sur les indemnités à allouer ultérieurement de manière à leur permettre de reconstruire leurs habitations dans un minimum de temps.

Pour que la réédification de tous ces immeubles puisse se faire de la manière la plus rapide, l'État a dû organiser un important service de transport par camions automobiles et par chemins de fer Decauville, ainsi qu'un service commercial qui a pourvu à l'approvisionnement des matériaux, pour un montant de 200 millions environ.

* * *

Le Rapport est approuvé à l'unanimité. La Commission propose l'adoption du budget par 5 voix contre 4.

Le Rapporteur,
CYR. VAN OVERBERGH.

Le Président,
Baron DE MÉVIUS.

(N^r 99.)

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 25 MEI 1932.

Verslag uit naam der Commissie van Financiën belast met het onderzoek van de Begrooting van niet vaste Ontvangsten en Uitgaven in verband met het herstel der oorlogsschade, voor het dienstjaar 1932.

(Zie de n^{rs} 4-XVI, 11, 31 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 2, 3, 4, 9 en 16 December 1931; n^r 5-XVI van den Senaat.)

Aanwezig : De heeren Baron DE MÉVIUS, voorzitter; BARNICH, Graaf DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, DE CLERCQ (Jozef), FRANÇOIS, LABOULLE, MOYERSON, RONVAUX en VAN OVERBERGH, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De begrooting van herstel der oorlogsschade behelst twee titels : dien van de ontvangsten geraamd op 762,405,000 frank en dien van de uitgaven geraamd op 1,029,016,930 frank.

I. — DE ONTVANGSTEN.

Hier hangt een dreigende wolk : het in gebreke blijven van Duitschland vanaf 1 Juli aanstaande; deze datum bepaalt het einde van het Hoover-moratorium. Vóór de sluiting van de Conferentie te Lausanne, die in Juni wordt gehouden, zal men weten hoe de zaken staan.

Het jaar van het Hoover-moratorium heeft in onze begrooting een kuil van 430 millioen gedolven.

In den loop van de jongste debatten over het begrootingsevenwicht, achtte de Regeering dat er ten minste voor 450 millioen nieuwe belastingen noodig waren, om in Duitschlands tekortkoming in 1932 te voorzien. Dit cijfer is enkel een aanwijzing. Wie zou kunnen beweren dat, te Lausanne, het Hoover-moratorium zal verlengd worden? Zoo de Vereenigde Staten weigeren, wat zal ons het Young-moratorium kosten?

Zeker blijft dat, op deze conferentie te Lausanne evenals op de vroegere internationale conferenties, België het recht en den plicht heeft zijn bijzonderen titel op herstel te doen gelden en zijn rekening over te leggen van 37 milliarden oorlogsschade, die tot nog toe niet betaald werd en waarop reeds aanzienlijke kortingen werden toegestaan « met het oog op een volledige en definitieve regeling ! » van het plan Young.

I. *België's bijzondere titel.* — Geen enkel der geallieerden uit den wereldoorlog heeft ooit het recht op herstel betwist aan België, dat wederrechtelijk werd overrompeld en schandelijk verwoest. Dit wordt inzonderheid door het Verdrag van Versailles erkend.

Vóór het Verdrag van Versailles heeft Duitschland niet opgehouden het bijzonder recht van België te erkennen. Vóór en na den oorlog heeft het dit spontaan erkend zonder daartoe op eenige wijze te zijn gedwongen.

Op 4 Augustus 1914, verklaarde de Deutsche Regeering uitdrukkelijk en bij monde van haar hoofd, den Rijkskanselier von Bethmann-Hollweg, onder eenparig handgeklap van den Rijksdag : « Nood breekt wet. Onze troepen hebben Luxemburg bezet en wellicht reeds België. *Dit is in strijd met het volkenrecht...* Aldus hebben wij over het rechtmatig protest van Luxemburg en van België moeten heenstappen. *Wij zullen dit onrecht herstellen* zoodra ons doel zal bereikt zijn. »

Na den oorlog geeft Duitschland andermaal spontaan uiting aan zijn bedoeling vóór elke andere schade die van België te herstellen. Op 7 Mei 1919, te Versailles, tijdens de plechtige overhandiging van het Vredesverdrag aan de Deutsche gevolmachtigden, verklaart het hoofd der Deutsche afvaardiging, Graaf von Brockdorff-Rantzau : « De openbare meening in al de landen klaagt over de gruwelen door Duitschland tijdens den oorlog gepleegd. Wij zijn bereid het door ons gepleegde onrecht te bekennen. Wij zijn hier niet gekomen om de verantwoordelijkheid te verminderen van de mannen die politiek en economisch den oorlog hebben gevoerd, noch om de misdaden te loochenen die tegen het volkenrecht werden begaan. Wij herhalen de verklaring bij den aanvang van den oorlog in den Deutschen Rijksdag afgelegd : *België werd onrecht aangedaan en wij willen het herstellen.* »

En verder in dezelfde redevoering : « Gij zult ons bereid vinden om den voorloopigen vrede te onderzoeken dien gij ons voorstelt met de bedoeling samen met u het vernielde herop te richten, *en in de eerste plaats het onrecht aan België aangedaan te herstellen.* »

Het Plan Dawes en het Plan Young hebben geen inbreuk gemaakt op het bevoorrecht karakter van onze oorlogsschade, erkend door Duitschland. Indien er te Lausanne of elders sprake was van een nieuw soort van akkoord, dan zou moeten herinnerd worden aan dit bijzonder karakter van onze schuld-vordering, teneinde onze rechten te vrijwaren.

2. *Raming onzer niet herstellde schade.* — Herhaaldelijk drukte de Senaatscommissie voor Financien den wensch uit te weten niet alleen wat wij reeds voor ons herstel hadden uitgegeven en wat Duitschland ons had betaald, doch ook nog wat wij billijkerwijze zouden moeten ontvangen, indien ons geen beperkingen waren opgelegd door het plan Young. Nooit slaagde men erin een officieel duidelijk antwoord te ontvangen. En men moet toegeven dat de vraag ingewikkeld en moeilijk is.

Evenwel, ten aanzien van de blijkbaar verkeerde en verdachte beweringen van de Deutsche propaganda aan den vooravond der Conferentie te Lausanne, stelden wij een grondig onderzoek in en ziehier daarvan de uitslagen :

Einde 1931 had België van Duitschland 13,166,549,000 frank ontvangen, ongerekend de kosten van de bezetting op den Rijn (cijfers der begrooting).

Op hetzelfde tijdstip had het, voor zijn herstel, een bedrag van 23,226,119,000 frank uitgegeven (cijfers der begrooting).

Maakt een overschot, aan uitgaven, van 10,059,570,000 frank.

Hoeveel bedraagt de nog te herstellen schade? 14,247,193,000 frank.

Zoodat, om België te dekken voor de bedragen uitgegeven in kapitaal en voor die welke nog moeten worden uitgegeven, ten titel van Herstel, Duitschland nog 24,333,763,000 frank moet storten.

In alle billijkheid moet daarbij de interestrekening worden gevoegd. Inderdaad België heeft leeningen moeten aangaan om, van jaar tot jaar, het overschot der Hersteluitgaven op de dito ontvangsten te dekken. Uit dien hoofde moet men dus daarbij voegen :

- 1^o De op 31 December 1931 vervallen interesten, zegge 6,196,547,000 frank;
- 2^o De nog te vervallen interesten, teruggebracht op de huidige waarde, op 31 December 1931, zegge 6,819,730,000 frank.

Het globaal bedrag op 31 December 1931 door Duitschland nog verschuldigd, beloopt dus 37,350,000,000 frank.

3. *Het kapitaal der te vergoeden schade.* — Dit kapitaal, hierboven geraamd op 14 milliarden 274,193,000 frank, wordt onderverdeeld als volgt :

1^o Schade aan de goederen : particulieren, provinciën, gemeenten, 315 miljoen; Staat : 70 miljoen; algemeene uitgaven voor herstel : 35 miljoen. De raming der nog te herstellen schade aan de goederen bedraagt dus 420 miljoen.

2^o Financiële schade der gemeenten : 327,193,000 frank (quotum van delging begrepen in de nog te betalen annuïteiten).

3^o Schade aan personen. Kapitalisatie tegen een interestvoet van 5 t. h. van de pensioenen, renten en toekenningen betaald aan de militaire en burgerlijke slachtoffers. (Verdrag van Versailles) : 13,487,000,000 frank. Kosten van beheer, 40 miljoen. Totaal der raming van de nog te herstellen schade aan personen : 13,527,000,000 frank.

* Deze cijfers bewijzen, beter dan alle beschouwingen, de aanzienlijke belangen die België zal te verdedigen hebben op de Internationale Conferentie te Lausanne (zoo men het Plan Young herziet). Geen onzer vroegere bondgenooten, Frankrijk uitgezonderd, heeft belangen die kunnen vergeleken worden met de onze. Geen enkel land heeft een zoo bevoorrechte schuldvordering als België, zooals Duitschland zelf spontaan en herhaaldelijk heeft erkend.

II. DE UITGAVEN.

De uitgaven behelzen twee posten van zeer ongelijk be'ang : Openbare Schuld, 918,700,000 frank, en Ministerie van Financiën, 110,316,930 frank.

1. *Openbare Schuld.* — Buitengewone dotatie te storten in de Nationale Kas der Oorlogspensioenen.

De ramingen der sommen, in 1932 te betalen door de Nationale Kas der Oorlogspensioenen, bedragen 918,700,000 frank.

Buiten de 132,500,000 frank voor de frontstrepenteren (127 miljoen) en de renten voor de Nationale Orden (5.5 miljoen), is bijna het gansche krediet, zegge 786,200,000 frank, besteed aan de oorlogsschade aan personen krachtens het Verdrag van Versailles.

Dient er in herinnering gebracht dat de jaarlijksche storting van het Young-plan, zelfs indien er geenerlei moratorium wordt toegestaan, ontoereikend is om alleen de schade aan personen te betalen?

In hare nota tot staving der ramingen van uitgaven, verklaart de Regeering het volgende : « Er werd ondersteld dat de verhooging voortvloeiende uit de nieuwe pensioenen, zal vergoed worden door de beoogde vermindering van het veranderlijk gedeelte. »

Op een vraag om uitleg vanwege de Commissie, werd er in hoofdzaak het volgende geantwoord: « Sedert 1 Januari 1929 zijn de militairen niet meer gerechtigd hun rechten op een invaliditeitspensioen te doen gelden, tenzij in uitzonderlijke gevallen. De nieuwe pensioenen van dien aard kunnen dus voortaan niet meer talrijk zijn. »

Hetzelfde geldt voor de pensioenen der burgerlijke slachtoffers (artikel 9 der samengeschakelde wetten van 19 Augustus 1921.)

Daarentegen zijn de nieuwe voordeelen, verleend aan de onderscheidene rechthebbenden der militaire of burgerlijke slachtoffers van den oorlog, steeds vrij talrijk door het feit dat het openvallen van het recht op deze voordeelen voortvloeit uit het overlijden van den invalide. Doch deze nieuwe voordeelen worden gedeeltelijk vergoed door het vervallen van vroegere rechten, vooral insoover deze laatste zijn toegekend aan voor- en nazaten.

Derhalve mag men verhoppen dat in het geheel de vermindering van het aantal veranderlijke schijven den bijkomenden last zal vergoeden die kan voortspruiten uit de nieuwe voordeelen, ongerekend de verhoogingen wegens verergering. Immers, het indexcijfer wijst op een gestadige daling van de levensduurte. Het aantal schijven van het veranderlijk gedeelte bedroeg zeventien voor het eerste trimester, hetgeen strookt met de ramingen. Het bedroeg zestien voor het tweede trimester, zegge een eenheid beneden de ramingen. Het zal misschien vijftien bedragen voor het derde trimester. Het is niet uitgesloten dat het veertien zou kunnen bedragen voor het laatste trimester 1932.

« Het is niet mogelijk numeriek de onderverdeeling te wettigen van het krediet dat bestemd is om de uitgave voor de oorlogspensioenen te dekken. De omstandige documentatie ontbreekt thans nog. Het bijhouden van een rationeele statistiek kon niet worden ingericht ten aanzien van de veelvuldige wijzigingen aan de wetten, de opeenhooping van aanvragen en het aanzienlijk bedrag der achterstallen. Trouwens, de factoren waarmede dient rekening gehouden ontsnappen aan alle raming. Voor het vaste gedeelte staat men tegenover de verergeringen van invaliditeit, de overlijdens en vooral het feit dat het overlijden van den invalide veelvuldiger aanleiding geeft tot een overdracht van de uitgave dan tot het te niet gaan derzelve. Voor het veranderlijk gedeelte, staat men bovendien tegenover de schommelingen van het indexcijfer. »

VRAAG. — Welk gevolg werd er gegeven aan het verslag Franequi, inzonderheid om de misbruiken te beteugelen? Welke was de opdracht van de te dien einde aangestelde Commissie? Welke is de bedrijvigheid van deze Commissie geweest tot 1 April 1932?

ANTWOORD. — De Commissie, belast met het opsporen der begrootingsverplichtingen op gebied van pensioenen, is met haar werkzaamheden klaar. Zij heeft een reeks amendementen aan de wet voorgesteld, die zij oordeelt, in verschillenden graad, de aandacht der Regeering te verdienen.

Op de wenken werd niet ingegaan; de meeste dezer wenken gingen trouwens vergezeld van voorbehoud in rechte en in billijkheid.

De Regeering heeft alleen het vraagstuk van het mogelijk bestaan van misbruiken aangehouden. Zij heeft ter studie gelegd de oprichting van een Comité van technici en van vertegenwoordigers der betrokken groepeerings, dat den toestand zou onderzoeken en verslag zou uitbrengen.

2. *Teruggaven* (art. 2, par. 1). — Krediet gestemd voor 1931, 5 miljoen. Krediet voor 1932, 1 miljoen. Vermindering, 4 miljoen.

Dit artikel kwam voor de eerste maal voor op de buitengewone begrooting voor 1925. Vroeger werden deze teruggaven aangerekend op de begrooting der onwaarden en der terugbetalingen.

Het Beheer der Domeinen int ieder jaar belangrijke sommen, die in rekening worden gebracht als niet-vaste ontvangsten, wegens vergoedingen voor oorlogsschade, die ten onrechte werden uitbetaald, of wegens den verkoopprijs van materieel, dat voor een gelijkwaardig bedrag werd overgelaten aan de geteisterden en moet worden afgerekend van de hun verschuldigde vergoedingen. Deze ontvangsten zijn op de begrooting voor 1932 ingeschreven voor een bedrag van 13.5 miljoen. Zekere dezer sommen worden rechtstreeks verhaald door de ontvangers der Domeinen; andere worden op hun rekening gestort door den Dienst voor Oorlogsschade.

Nu gebeurt het dat er zich vergissingen voordoen; bij voorbeeld dat de Dienst tweemaal dezelfde sommen stort aan de ontvangers; dat hij op de vergoedingen toekomend aan de geteisterden als prijs voor een gelijkwaardig bedrag afgestaan materieel, sommen afhoudt die reeds door de rekenplichtigen zijn geïnd.

Men heeft ook terugbetalingen moeten doen in zake oorlogsbuit.

Verschillende gedingen zijn overigens aangelegd tegen den Staat door personen of organismen die beweren eigenaar te zijn van het als oorlogsbuit verkochte materieel, en het is te voorzien dat de Schatkist, in den loop van het jaar 1932, uit dien hoofde zekere sommen zal moeten uitkeeren.

In deze voorwaarden is het voorziene krediet gewettigd. Het zal eerst kunnen afgeschaft worden, verklaart de administratie, wanneer de hangende processen zullen geëindigd en de vereffening van de oorlogsschade zal gesloten zijn.

3. *Herstelbetalingen in natura.* — De Belgische Dienst van de Herstelbetalingen werd bij Koninklijk besluit van 12 October 1927 van het Beheer der Domeinen naar dit van de Schatkist overgebracht. Deze dienst was vroeger bij het Ministerie van Economische Zaken en daarna bij het Ministerie van Buitenlandsche Zaken gevoegd.

Bij het Beheer van de Schatkist heeft deze dienst de financieele bewerkingen betreffende de uitvoering van de regeling der betalingen in natura in zijn bevoegdheid.

Men weet dat sedert het van kracht worden van het Plan Dawes, dat op 1 September 1929 vervangen werd door het Plan Young, de leveringen in natura streng genomen geen leveringen meer zijn van Duitschland ten voordeele van België. De Belgische koopers die, onder zekere voorwaarden, welke het onderwerp uitmaken van de regeling der betalingen in natura, contracten sluiten met Deutsche leveranciers, onderwerpen het contract aan de bekrachtiging van een afgevaardigde van elk der beide landen : de aan den Duitschen leverancier verschuldigde som wordt hem in dit geval betaald volgens de voorwaarden van het bekrachtigd contract, door middel van checks uitgaande van den Belgischen Dienst der Herstelbetalingen, op de kredieten van de leveringen in natura door de Deutsche Regeering gestijfd bij de Bank voor internationale betalingen en die alleen met dit doel mogen aangewend worden.

De Dienst der Herstelbetalingen ontvangt daarbij den prijs door den Belgischen koper betaald, hetzij na 3 of 6 maanden, zegge verminderd met een bonificatie die gewettigd is, niet alleen door den voorrang aan de regeling

van de herstelbetalingen gegeven, maar ook door de bijkomende formaliteiten en kosten die er voor de belanghebbenden uit voortvloeien.

De werking van den Dienst staat dus in verhouding tot het cijfer der kredieten aan België toegewezen voor de Duitsche leveringen in natura.

Deze uiterst veranderlijke kredieten, beheerd door den algemeenen Agent der Herstelbetalingen onder het regime van het Plan Dawes, werden door het Plan Young geconsolideerd. Zij maken het voorwerp uit van een tabel, die de verdeeling der leveringen in natura aanduidt onder de schuldeischende mogelijkheden die voorkomen in stuk 75 van den Senaat, behelzende het wetsontwerp op de akkoorden onderteekend te 's- Gravenhage op 20 Januari 1930.

Zij waren vastgesteld als volgt : Overgangstijdperk (van 1 September 1929 tot 1 Maart 1930), 208 millioen. Eerste jaar (1930-1931), 286 millioen. Tweede jaar (1931-1932), 267 millioen. En zoo voort tot in 1939.

De buitengewone ontvangsten voortkomend uit de leveringen in natura bedroegen : in 1928, 713 millioen; in 1929, 579 millioen; in 1930, 364 millioen; in 1931, slechts 137 millioen, waarbij dient gevoegd het overschot dat op rekening van de openbare besturen te vorderen blijft, hetzij 5 millioen. Voor de eerste drie maanden van 1932, 6,500,000 frank.

De schorsing der kredieten van Duitschland voor het betalen der leveringen in natura als gevolg op het Hoover-moratorium, dat inging op 1 Juli 1931, verklaart de vermindering der ontvangsten.

Het saldo op 1 Juli 1931, hetzij 4 millioen R.M., werd aangewend voor de regeling van eenige contracten die de openbare besturen aanbelangden. Op 31 December 1931 bedroeg het nog slechts 900,000 R.M., en op 15 April bedraagt het nog slechts 4,000 R.M.

De kredieten op de begrooting voorzien voor de werking van dit organisme, zijn beperkt tot de bezoldiging van het personeel en tot de uitgaven voor het materieel. Deze kredieten bedragen in globo : 234,000 frank in 1928; 221,000 frank in 1929; 217,000 frank in 1930; 218,000 frank in 1931; en 175,000 frank in 1932.

Men kan de toekomst niet voorzien; inderdaad zijn de eventueele bewerkingen afhankelijk van de beslissingen die de Conferentie van Lausanne zal nemen.

4. *Herinzameling van den oorlogsbuit.* — De Commissie vroeg inlichtingen over de algemeene vereffening van den oorlogsbuit sedert den aanvang. De Regeering verschaftte ze. Ziehier de samenvatting daarvan :

De herinzameling van den oorlogsbuit verschaftte aan de Schatkist de volgende ontvangsten : in 1919, 65 millioen; in 1920, 98 millioen; in 1921, 44 millioen; in 1922, 22 millioen; in 1923, 10 millioen; in 1924, 7 millioen; in 1925, 6 millioen; in 1926, 8 millioen; in 1927, 22 millioen; in 1928, 9 millioen; in 1929, 8 millioen; in 1930, 8 millioen, in 1931, 4 millioen.

Totaal : 317.555,707 frank.

Alles wat onder den oorlogsbuit kon worden herkend door de gewezen eigenaars, werd hun, op hun verzoek, teruggeschonken. Dit gold, bij voorbeeld, voor het gevelde hout dat opgestapeld bleef in de wouden, alsook voor de vele machines die de Duitschers enkel hadden verplaatst. De terugschening in uitvoering van dezen regel, bedroegen meer dan 60 millioen; deze som is niet vergoed in de 317 millioen.

Om het herstel van het land te bespoedigen, besloot men voor een gelijkwaardig bedrag af te staan alles wat onder het heringezameld materieel kon

dienstig zijn voor diegenen die oorlogsschade hadden geleden. De waarde van dit materieel bedroeg ettelijke tientallen millioenen die in de 317 millioen enkel begrepen zijn in de mate waarin de Dienst voor Vereffening der oorlogsschade, op wiens kredieten het Domein moet betaald worden, is overgegaan tot het bijwerken van de boekhouding.

De openbare Staatsdiensten werden aangespoord zooveel mogelijk materieel op te slaan dat hun kon dienstig zijn. Om in orde te zijn met de wet op de Staatscomptabiliteit, hebben de openbare diensten aan het Domein de waarde van het overhandigd materieel moeten storten.

Alleen het materieel dat niet behoort tot de drie voormelde categorieën, werd verkocht aan particulieren, nu eens tegen baar geld, dan in mindering op de vergoedingen verschuldigd aan de aankoopers wegens oorlogsschade. Het Domein heeft een zeker bijkomend bedrag geëischt van de geteisterden die uitstel genoten. Er blijven nog talrijke voorschotten te regelen door den Dienst voor Oorlogsschade.

Doorgaans werden de verkoopingën gedaan bij openbare aanbesteding door toedoen van de ambtenaren der Domeinen. De uitzonderingen waren geboden in het belang van den Staat. Dit was namelijk het geval voor den verkoop van de tallooze obussen die het Domein heeft te gelde gemaakt met rechtstreeks te onderhandelen met de verbruikers, de groote metaalfabrieken, die wenschen zich bij het Contract aan te sluiten; het Bestuur verklaart dat de Staat aldus een zeer winstgevend prijs heeft verkregen, waaraan de koopers geen commissieloon of andere winsten voor tusschenpersonen moesten betalen.

Tot in 1924, jaar waarin de drie bijzondere provinciale diensten en de Centrale Commissie werden ontbonden, beliepen de uitgaven der herinzamelingen 42,300,000 frank. Sedert 1924, dit is sedert de Dienst aan het Domein werd toevertrouwd, werden uitgegeven : in 1925, 490,520 frank; in 1926, 174,507 frank; in 1927, 185,809 frank; in 1928, 1,682,000 frank; in 1929, 191,925 frank; in 1930, 267,027 frank; in 1931, 121,540 frank.

Totaal : 3,294,210 frank.

Globaal totaal : 45,627,605 frank.

Sedert 1930, wordt jaarlijks een som van 300,000 frank op de begrooting gebracht voor de uitgaven der herinzamelingen. Zooals men het vaststelt, werd deze som niet geheel benuttigd. Op een aanmerking van den Verslaggever der Commissie, heeft het Bestuur geantwoord : « Het is onmisbaar, indien men de noodzakelijkheid van aanvullende kredieten wil vermijden, de ramingen te behouden wegens het alea van sommige vorderingen tot schadevergoeding die tegen ons werden ingespannen, en van sommige terugbetalingen die ons kunnen opgelegd worden. »

5. *Dienst voor vereffening der oorlogsschade.* — Het krediet van het vorig jaar werd verlaagd met 3,715,000 frank wegens de vermindering van het personeel en de afschaffing van sommige toelagen.

a) *Schadevergoeding betaald in 1931.* — Voor 1931 beloopt het bedrag der vereffeningen door den Dienst voor de goederen van particulieren, provinciën en gemeenten, 222,500,000 frank.

Voor de burgerlijke slachtoffers werden rechtstreeks betaald door den Dienst, ten titel van vergoeding voor geneeskundige-, artsenu- en overvoedingskosten, 275.127 frank; door toedoen van de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen,

wegens vergoedingen toegekend voor werkonbekwaamheid, pensioenen van weduwen, weezen, voorzaten, 122,294,217 frank.

b) *Aanvragen, uitspraken en schikkingen.* — Op 31 Januari 1932 hadden de rechtscollèges voor oorlogsschade in zake schade aan goederen 429,991 uitspraken gedaan. Men had 502,139 schikkingen getroffen.

Voor de burgerlijke slachtoffers, 333,405.

Op een totaal van 1,381,422 aanvragen vanaf den aanvang ingediend voor de schade aan goederen, blijft er nog slechts over 2,860 zaken te beraadslagen, waarvan een zeker aantal uitteraard zonder oplossing zullen blijven. Gelet op de vordering van de werken dezer categorie schadevergoedingen, lijkt het wel dat niets er zich zal tegen verzetten eerlang de bevoegdheden der rechtscollèges voor oorlogsschade over te dragen naar de burgerlijke rechtscollèges.

Wat de schade aan personen betreft, zijn 1,500 zaken aanhangig vóór de rechtbanken, en moet nog voor ongeveer 1,500 onderzoek worden ingesteld. Er dient echter aangestipt dat nieuwe aanvragen nog verder zullen ingediend worden, namelijk in geval van overlijden, door de weduwen, de vóór- en nazaten van de burgerlijke slachtoffers, evenals aanvragen tot herziening binnen den termijn door de wet voorzien na de uitspraak van het vonnis.

Om over deze zaken uitspraak te doen, zou het niet betamen burgerlijke invaliditeitscommissiën aan te stellen gelijk aan die welke bestaan in het Departement van Landsverdediging voor de oudstrijders?

c) *Aangenomen gemeenten* (art. 16). — Tijdens den duur van aanneming der gemeenten, heeft de Staat aan dezelve terugbetaalbare voorschotten toegestaan; 224 gemeenten hebben daarvan genoten voor een globaal bedrag van 20 millioen.

De Staat heeft toegestemd in de terugbetaling door middel van annuïteiten. Thans blijven er nog slechts 32 bundels te regelen.

d) *De inspanning van den Staat.* — Om het werk van den economischen wederopbouw na den wapenstilstand aan te moedigen, heeft de Staat zelf, op de meest verwoeste plaatsen, werken van heropbouw aangevat. Aldus heeft hij rechtstreeks wederopgebouwd 237 kerken, 140 gemeentehuizen, 390 schoolgebouwen, 410 gebouwen betrokken door het onderwyzend en verplegend personeel en 20,000 woningen toebehoorende aan particulieren; de Staat heeft bovendien verscheidene arbeiderswijken gebouwd, die 1,240 huizen tellen.

Het Koning-Albert-Fonds heeft in den loop van het critisch tijdperk 12,000 noodwoningen gebouwd, die 72,500,000 frank hebben gekost.

Ten slotte heeft de Staat aan 24,000 geteisterden ruime voorschotten verleend op de later toe te kennen vergoedingen, ten einde hun toe te laten hunne woningen binnen een minimum tijd weder op te bouwen.

Opdat deze gebouwen zoo spoedig mogelijk kunnen worden opgetrokken, heeft de Staat een aanzienlijken vervoerdienst door middel van lorries en DecaUVillespoorwegen moeten inrichten, alsmede een handelsdienst die heeft voorzien in de bevoorradings van materialen voor een bedrag van ongeveer 200 millioen.

Het verslag werd eenstemmig goedgekeurd. Met 5 tegen 4 stemmen stelt de Commissie voor de begrooting aan te nemen.

De Verslaggever,
CYR. VAN OVERBERGH.

De Voorzitter,
Baron DE MÉVIUS.